



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen - CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 23 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées Visite d'inspection du 4 septembre 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ONDAL FRANCE
2 RUE DENIS PAPIN
BP 305
57200 Sarreguemines

Références : SARREGUEMINES_ONDAL_2024-10-23_RAPVI_secheresse_LVM_00508
Code AIOT : 0006201850

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 4 septembre 2024 dans l'établissement ONDAL FRANCE implanté 2 Rue Denis Papin 57200 Sarreguemines. L'inspection a été annoncée le 13 août 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONDAL FRANCE
- 2 Rue Denis Papin 57200 Sarreguemines
- Code AIOT : 0006201850
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Ondal France exploite à Sarreguemines une installation de production de soins capillaires pour les professionnels, de colorations et de produits de soins du visage et du corps.

Au titre des ICPE, elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-200 du 3 juin 2010 modifié et complété par l'arrêté préfectoral n°2016-DLP/BUPE-227 du 17 octobre 2016, autorisant la société Ondal France à exploiter une installation de fabrication de produits capillaires soumise à autorisation environnementale sur le territoire de la commune de Sarreguemines.

La visite d'inspection du 4 septembre 2024 s'inscrit dans le cadre d'une action de prévention sur la thématique sécheresse, et plus particulièrement sur l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Sécheresse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.2.2 partiel	Demande d'action corrective	1 mois
4	Dispositif de suivi des prélèvements en eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I partiel	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Origine des approvisionnements, prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.1.1 partiel	Sans objet
3	Applicabilité de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I	Sans objet
5	Volume de référence	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I partiel	Sans objet
6	Procédure sensibilisation personnel	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I partiel	Sans objet
7	Améliorations / investissements liés à la gestion de l'eau	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 partiel	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un registre de suivi des prélèvements et des volumes d'eaux rejetés par l'installation. Cependant, la fréquence des relevés des prélèvements d'eau sur le réseau AEP n'est pas suffisante. Par ailleurs, le plan des réseaux d'eau de l'installation ne fait pas apparaître l'ensemble des compteurs d'eau internes à l'installation.

Des actions correctives sont attendues de l'exploitant sous un délai d'un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.2.2 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Plans
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;• [...]• les secteurs collectés et les réseaux associés ;• les ouvrages de toutes sortes ([...], compteurs...) ;• les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les plans des réseaux d'eau de l'installation (eaux pluviales, eaux résiduaires, distribution eau potable) à jour (dernière modification datée au 3 mars 2024). Ces plans font apparaître les deux points de branchement de la distribution de l'eau sur le site provenant du réseau d'adduction public de la commune de Sarreguemines ainsi que les points de rejet des eaux résiduaires et eaux pluviales. Les secteurs collectés et les compteurs d'eau liés à la distribution de l'eau d'alimentation sur le site ainsi que les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle sont identifiés.

L'exploitant a indiqué avoir installé sur la période 2014-2015 11 compteurs d'eau tout au long du process pour réaliser un état des lieux des opérations consommatrices d'eau. Ces compteurs internes ne figurent pas sur le plan des réseaux.

L'eau prélevée dans le réseau AEP est utilisée pour les sanitaires et douches de l'ensemble des installations, le restaurant d'entreprise, les appoints de la tour aéroréfrigérante, le réseau incendie (sprinkler), pour la fabrication des produits (85% des produits contiennent de l'eau), le nettoyage et la stérilisation des cuves de process (cuves de fabrication, cuves mobiles de transfert à la production pour remplissage), ainsi que pour le pré-traitement des eaux usées sur site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit compléter le plan des réseaux de l'installation en indiquant l'ensemble des compteurs d'eau internes à l'installation.

Cette action corrective est attendue sous 1 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Origine des approvisionnements, prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/06/2010, article 4.1.1 partiel

Thème(s) : Risques chroniques, usages de l'eau – ressources prélevées – valeurs limite

Prescription contrôlée :

L'alimentation en eau de l'établissement est effectuée par l'intermédiaire du réseau d'adduction public de la commune de SARREGUEMINES.

Le prélèvement maximal autorisé est de 50 000m³ par an.

L'exploitant devra établir un bilan annuel de sa consommation en eau. Ce document sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant dispose de deux points de prélèvement situés sur le réseau public d'eau potable de la commune de Sarreguemines.

L'exploitant a présenté à l'inspection les bilans annuels des prélèvements d'eau du site entre 2018 et 2023 :

Année	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Volumes d'eau prélevés dans le réseau AEP (m ³)	36 142	37385	43 504	50 001	46 998	43 306

L'inspection a contrôlé pour l'année 2023 que les factures d'eau de l'installation correspondent aux volumes prélevés indiqués par l'exploitant dans son registre de suivi.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Applicabilité de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1-I

Thème(s) : Risques chroniques, Applicabilité

Prescription contrôlée :

I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.

Constats :

<p>L'exploitant est autorisé, par arrêté préfectoral n°2010-DLP/BUPE-200 du 3 juin 2010 modifié à exploiter une installation classée de fabrication de produits d'hygiène capillaire sur le territoire de la commune de Sarreguemines.</p> <p>Les activités de l'exploitation relèvent notamment de la rubrique 2630-a - Détergents et savons (fabrication de ou à base de) - de la nomenclature ICPE, sous le régime de l'autorisation.</p> <p>En 2023, 43 306 m³ d'eau ont été prélevés dans le réseau AEP.</p> <p>Ainsi, la société Ondal France est soumise à l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositif de suivi des prélèvements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I partiel
Thème(s) : Risques chroniques, dispositif de mesure totalisateur – relevé des débits prélevés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :</p> <p>1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux 1° [...] au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1er.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> la liste des milieux de prélèvement : deux points de prélèvement sur le réseau d'adduction public de la commune de Sarreguemines ; la liste des milieux de rejets : rejet unique vers la station d'épuration de la ville de Sarreguemines puis dans la Sarre (code masse eau CR412). <p>L'inspection a constaté que le réseau AEP est équipé de deux dispositifs de mesure totalisateur tandis qu'un dispositif de mesure totalisateur est présent dans l'installation avant rejet vers la station d'épuration de Sarreguemines.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a présenté à l'inspection son registre de suivi des prélèvements depuis 2018. La moyenne journalière du débit d'eau total prélevé est de 180 m³ par jour. Les volumes d'eau prélevés sur le réseau AEP ne sont pas renseignés hebdomadairement mais mensuellement. L'exploitant indique à l'inspection avoir la possibilité de récupérer les volumes d'eau prélevés sur le réseau communal à fréquence hebdomadaire.</p> <p>Concernant les volumes d'eau rejetés par l'installation, l'exploitant a présenté à l'inspection le registre d'autosurveillance correspondant. Ces volumes sont renseignés quotidiennement.</p> <p>Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces volumes sont réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter son registre de suivi en indiquant les volumes d'eau prélevés dans le réseau d'adduction public de la commune de Sarreguemines à une fréquence hebdomadaire. Cette action corrective et les justificatifs afférents sont attendus sous 1 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Volume de référence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, articles 2-II et 4-I partiel
Thème(s) : Risques chroniques, volume de référence – calcul
Prescription contrôlée : Article 2- II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond, pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Article 4-I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] 2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ; 3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement, s'il est supérieur aux 5 % forfaitaires mentionnés au II de l'article 2 ; [...]
Constats : L'installation fait partie de la zone d'alerte "Sarre". En 2023 en Moselle, la zone d'alerte de la Sarre a été concernée par une période de sécheresse (vigilance et alerte) du 27 juin 2023 au 31 octobre 2023. La période de sécheresse a duré 127 jours en 2023 dont 92 jours sur le troisième trimestre de l'année 2023. Le volume total d'eau prélevé en 2023 est de 43 306 m ³ . L'exploitant indique que l'installation a fonctionné 148 jours en 2023 en période normale d'activité et hors période de sécheresse. Le volume moyen journalier prélevé en 2023 par l'exploitant en période normale d'activité et hors période de sécheresse est de 183,9 m ³ . La période de sécheresse est étendue sur l'intégralité du troisième trimestre de l'année 2023. Aussi, l'exploitant n'a pas la possibilité de calculer la moyenne des volumes journaliers prélevés hors période de sécheresse sur le troisième trimestre de l'année 2023 pour déterminer le volume de référence à la date de l'inspection. L'exploitant retient donc par défaut la moyenne des volumes journaliers prélevés l'année civile précédente pour le calcul du volume de référence. D'autre part, pour le calcul du volume de référence, une valeur forfaitaire de 5 % est déduite du volume précédemment calculé, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. L'exploitant a la possibilité, sur présentation des justificatifs associés, de déduire une valeur supérieure à 5%. L'exploitant indique ne pas souhaiter déduire un volume supérieur à 5%. Ainsi, à la date de la visite d'inspection (4 septembre 2024), le volume de référence de l'exploitant est de 175 m ³ .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure de sensibilisation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-I partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Sensibilisation
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...] 4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau affichée sur des écrans dans l'usine lors du

déclenchement de périodes de sécheresse ainsi que la procédure de sensibilisation détaillée transmise par courriel au personnel.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Améliorations / investissements liés à la gestion de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Evolutions – améliorations – investissements – gestion de l'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : [...]</p> <p>6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.</p> <p>III. - L'exploitant établit les éléments des installations mentionnées aux [...] 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.</p> <p>Ces éléments sont à établir par tous les exploitants des installations mentionnées au I de l'article 1er. [...]</p> <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que la majorité des investissements financiers pour améliorer la gestion de l'eau sur le site ont été réalisés sur la période 2014-2015 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Pose de 11 compteurs d'eau tout au long du process pour réaliser un état des lieux des opérations consommatrices d'eau ; • Mise en place d'un système de circulation des eaux en circuit fermé pour le nettoyage en place (procédé de nettoyage automatique des installations de traitement et de production lors de changements de produits) sur 11 lignes de production sur 12, permettant d'économiser 5 à 10 m³ d'eau par lavage par rapport au lavage en circuit ouvert précédemment. <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la liste des améliorations ayant permis de réduire les volumes d'eau prélevés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1^{er} janvier 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Diminution de la fréquence et de la durée des lavages de stérilisation des conduites et cuves de fabrication, d'une durée de circulation de l'eau 30 min à 88 °C en 2015 à chaque changement de produit, contre 10 minutes à 75 °C avec de la vapeur d'eau une fois par semaine en 2024. La diminution des lavages peut induire le développement de biofilms bactériens. Une fréquence minimale de lavage doit être conservée ; • En 2021, mise en place d'un laboratoire sur site pour définir à petite échelle des procédures de lavage communes et optimisées en fonction des lignes suite à un changement de produit en fonction de la nature du produit fabriqué (utilisation d'eau froide, eau chaude, de détergeant ou non, ...). L'exploitant explique que cette technique permet d'économiser des quantités d'eau qui seraient utilisées à échelle réelle sur une ligne de production pour tester l'efficacité du lavage d'un produit ; • Depuis 2021, facturation de l'eau au client en tant que matière première si le produit fabriqué contient de l'eau dans sa formulation. L'exploitant espère inciter le client à utiliser moins d'eau dans son produit ; • En 2022, mise en place du "flush", système permettant de pousser les résidus de produits restants dans les conduites à l'aide d'une pression importante d'air, au lieu de laver les conduites à l'eau. L'exploitant précise que cette technique n'est possible que lorsque le produit en cours et le produit futur fabriqué sont chimiquement similaires (risque d'allergènes à prendre en compte). <p>L'exploitant indique qu'il lui est difficile d'estimer en absolu les volumes d'eau économisés depuis la mise en place des améliorations listées ci-dessus en raison de l'évolution des exigences clients (notamment la diminution des tailles de lot) et de la diversité des produits finis.</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection des installations classées la liste des investissements en cours et prévus à l'avenir permettant de réduire les prélèvements d'eau de l'installation :</p>

- En septembre 2024, remplacement de la capacité de la chaudière actuelle qui permet de produire de la vapeur d'eau utilisée pour la sanétisation des conduites par une chaudière de capacité 4 fois plus petite. L'exploitant s'est raccordé en 2023 au réseau de chaleur urbain proposé par la ville de Sarreguemines. Ce raccordement induit une utilisation moindre de la chaudière actuelle ;
- L'eau prélevée dans le réseau communal est actuellement déminéralisée puis ozonée pour être utilisée dans le process. L'exploitant prévoit de mettre en place d'un système de refroidissement en circuit fermé de l'ozoneur, ce qui lui permettra d'économiser 3000 à 4000 m³ d'eau, par rapport au fonctionnement actuel en circuit ouvert.

Observations : Pour information, l'exploitant a la possibilité de contacter l'agence de l'eau Rhin-Meuse qui accompagne financièrement les industriels en matière de gestion de l'eau (notamment pour les études et travaux relatifs à des projets d'économies d'eau) : <https://www.eau-rhin-meuse.fr/nos-aides>.

Type de suites proposées : Sans suite